

Arrêté préfectoral de mise en demeure à l'encontre de la société AFRICAN SAFARI pour son établissement de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques, situé au 41 rue des Landes sur la commune de Plaisance du Touch.

150

Le préfet de la région Occitanie,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment le Titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la décision n° 426528 du 30 décembre 2020 du conseil d'Etat statuant au contentieux ;

Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2240, relative aux établissements de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 2004 fixant les règles générales de fonctionnement et les caractéristiques générales des installations des établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère.

Vu l'arrêté préfectoral n°95 du 5 août 2009 autorisant la société AFRICAN SAFARI à exploiter un établissement fixe de présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques sur le territoire de la commune de PLAISANCE DU TOUCH ;

Vu l'arrêté modificatif du 3 avril 2018 relatif à la modification de l'article 12 de l'arrêté préfectoral n°95 du 5 août 2009 susvisé (gestion des déchets solides) ;

Vu l'arrêté modificatif n°93 du 06 juin 2019 relatif à la modification de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°95 du 5 août 2009 susvisé (liste des espèces détenues avec effectif maximum autorisé à la détention) ;

Vu l'arrêté modificatif n°164 du 10 octobre 2019 relatif à la modification de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°95 du 5 août 2009 susvisé (liste des espèces détenues avec effectif maximum autorisé à la détention) ;

Vu l'arrêté modificatif n°71 du 22 juin 2021 relatif à la modification de l'annexe de l'arrêté préfectoral n°95 du 5 août 2009 susvisé (liste des espèces détenues avec effectif maximum autorisé à la détention) ;

Considérant le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 27 octobre 2021 transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception relatif à la visite d'inspection du 23 septembre 2021 de l'installation exploitée par la société AFRICAN SAFARI, réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de contrôle qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 3 ans ;

Considérant que lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté au niveau de l'enclos des guépards, un belvédère délimité par un mur surélevé d'une hauteur de 1,10 - 1,20 m environ, constitué d'enrochement dont certaines de ces aspérités sont positionnées comme un escalier qui permet d'y grimper avec risque de chute dans l'enclos ;

Et que, cette zone ne dispose pas de moyens empêchant son franchissement, alors qu'il s'agit d'un enclos détenant des animaux dangereux ;

Considérant que lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'un linéaire de clôture d'enceinte, ancienne, non conforme (affaissée à certains endroits avec un grillage très souple, peu rigide, inférieure à 1,80 m, ne permettant pas de faire suffisamment obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques ne permettent pas de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes ;

Et que cette clôture longe une partie du parc à pied à proximité des enclos des Coati roux, capucin, maki, suricate, panda roux et donne à l'extérieur sur les parcelles en cours d'acquisition par le parc ;

Considérant que l'exploitant a été rendu destinataire du rapport de l'inspection des installations classées le 29 octobre 2021 l'informant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés, des suites du contrôle et l'informant du délai de 15 jours pour formuler ses observations ;

Considérant que la société AFRICAN SAFARI a fait part de ses observations par courrier du 8 novembre 2021 reçu le 15 novembre 2021 ;

Considérant que les constats constituent un manquement aux dispositions des articles 2, 36 et 38 de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société AFRICAN SAFARI de respecter les dispositions des articles 2, 36 et 38 de l'arrêté ministériel susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – la société AFRICAN SAFARI est mise en demeure, pour les faits constatés sur l'établissement «AFRICAN SAFARI», installation classée pour la protection de l'environnement, situé au 41 rue des Landes sur la commune de PLAISANCE DU TOUCH, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes :

- Dans un délai de 3 mois : assurer la mise en sécurité des personnes au niveau du belvédère de l'enclos des guépards de façon à empêcher tout franchissement et chute dans l'enclos ;
- Dans un délai de 6 mois : mettre en conformité la clôture de l'enceinte au fond du parc à pied.

Art. 2. – À défaut d'exécution dans les délais impartis à l'article 1^{er}, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3. – Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4. – Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut-être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://telerecours.fr>

Art. 5. – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6. – Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur départemental des territoires de Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société AFRICAN SAFARI.

Fait à Toulouse, le 29 NOV. 2021

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

Denis OLAGNON

